

ÉDUCATION NATIONALE

"BLANQUER EST UN ATOUT ESSENTIEL POUR MACRON" PAR LUC FERRY*



Le philosophe se réjouit que le ministre de l'Éducation soit revenu sur « les décisions aberrantes » de Najat Vallaud-Belkacem.

Entre tous les ministres qu'Emmanuel Macron a bien fait de choisir, Jean-Michel Blanquer occupe sans nul doute le premier rang. Il incarne le retour du bon sens dans un ministère, celui de l'Éducation nationale, qui avait littéralement perdu le nord ces derniers temps. Il est revenu autant qu'il était possible, et ce n'était pas si simple, sur les décisions aberrantes de Najat Vallaud-Belkacem touchant les classes bilingues, les options latin/grec ou les délires « pédaço » de certains programmes. Du coup Michel Lussault a démissionné du Conseil supérieur des programmes – un départ que personne ne regrettera tant les dégâts causés par son conseil dans la rédaction des nouveaux programmes, notamment en histoire et en français, ont été effroyables. C'était déjà beaucoup, à vrai dire indispensable, mais le ministre n'en est pas resté là. En remettant en place les dédoublements de cours préparatoire qui me tenaient tant à cœur et en faisant à nouveau, comme je m'y étais moi-même attelé, de la lutte contre l'illettrisme son cheval de bataille, il a montré qu'il était l'un des très rares ministres à avoir compris autrement qu'en paroles combien il était vital pour nos enfants de revenir à l'apprentissage des fondamentaux. La réforme du bac qu'il envisage va elle aussi dans le bon sens. Conserver trois ou quatre matières fondamentales à l'examen final et les compléter par le contrôle continu est à la fois plus juste et plus efficace. Que reste-t-il encore à faire ? A mon sens, c'est le lien entre l'enseignement professionnel et le collège qu'il faut repenser de fond en comble. Depuis des décennies, j'entends le slogan selon lequel « il faut revaloriser l'enseignement professionnel ». Dit comme ça, sans autre précision, c'est une vaste blague. La vérité, c'est que dans 95 % des cas, les familles ne choisissent la voie professionnelle que quand l'échec dans la voie générale les y a contraintes. Pour sortir de cette situation qui conduit 160 000 jeunes à quitter, chaque année, notre système scolaire sans diplôme ni qualification, il



L'apprentissage des fondamentaux redevient une priorité absolue à l'école.

faut prendre deux mesures essentielles, des mesures que j'avais déjà mises en place avant de quitter le ministère, mais qui furent malheureusement supprimées aussitôt après mon départ. Il faut d'abord, sans casser le collège unique, créer en son sein des classes en alternance collège-entreprise, collège-lycée professionnel, voire collège-centre d'apprentissage.

L'élève en difficulté peut ainsi se voir proposer d'aller deux ou trois après-midi par semaine découvrir sérieusement des métiers, mais on conserve pour lui l'idéal de l'enseignement général aussi longtemps que possible, car même pour passer plus tard un bac pro, il en aura besoin. Plus essentiel si l'on veut vraiment « revaloriser » : il faut créer dans la voie professionnelle des filières d'excellence attractives, de grands lycées, des métiers où le jeune voit qu'il peut aller loin, jusqu'à bac + 4 s'il en a le goût et le talent. Si l'on faisait abstraction, dans les enquêtes internationales, des résultats des 15 à 20 % d'établissements situés dans les « territoi-

res perdus de la République », nous serions classés dans les tout premiers, sinon premier. C'est une remarque essentielle, car elle prouve que ce n'est pas l'école qui s'effondre, ni « les profs qui sont nuls », comme on le dit parfois bêtement, mais certaines familles qui sont en grande difficulté, le travail d'intégration de nos quartiers ayant été abandonné depuis des décennies. Ce n'est pas l'idée républicaine qui a failli, comme on le dit si souvent à tort : c'est son abandon au profit des idéologies du « droit à la différence », omniprésentes dans l'après 68, qui a entraîné ce désastre. Il est temps de rétablir la situation, d'intégrer les élèves qui viennent de ce qu'André Gerin, l'ancien député-maire communiste de Vénissieux, avait appelé les « ghettos de la République ». Or c'est d'abord et avant tout par la refonte des liens entre collège et enseignement professionnel qu'on y arrivera. ■

*Ancien ministre de l'Éducation nationale. Dernier livre paru : « La Plus Belle Histoire de l'école » (avec Alain Boissinot, Robert Laffont 2017).